

## Oublier Barcelone ...

Passé le temps des embrassades, des défilés et des symboles, a commencé ces jours-ci une saison moins euphorique, où les questions concrètes, budgétaires en particulier, remontent à la surface. On s'est beaucoup gaussé des Anglais : la France, réinstallée grâce à l'élection d'un président résolument pro-européen dans son rôle de cofondatrice historique de l'Union, allait de nouveau montrer la voie d'une politique résolument intégrée, solidaire et tournée vers l'avenir ! On a applaudi ces beaux principes. Mais concrètement, maintenant, quelle est la voie ?

En matière de recherche, l'Europe l'a déjà en grande partie tracée. Un certain [conseil européen](#), tenu à Lisbonne en 2000, a appelé à « *préparer la transition vers une économie compétitive, dynamique et fondée sur la connaissance* », soulignant que « *la recherche et le développement jou[ent] un rôle important dans la croissance économique, la création d'emplois et la cohésion sociale* ». Cette « stratégie de Lisbonne » (certes perfectible) fut précisée, en 2002, à Barcelone : « *l'ensemble des dépenses en matière de R&D et d'innovation dans l'Union d[evait] augmenter, pour approcher 3% du PIB d'ici 2010* ».

On connaît la suite : stagnation totale, pendant 15 ans, des dépenses de R&D de la France, qui restent en dessous de 2,3 % du PIB. Devant ce bilan calamiteux on espérait, particulièrement après les déclarations pro-européennes de nos nouveaux gouvernants, un sursaut positif en matière de recherche. On allait, enfin, mettre les bouchées doubles pour rattraper l'objectif de Barcelone !

Or voici que tombe, dans la touffeur de l'été, l'annonce de l'amputation, pour l'année en cours, des crédits de la mission interministérielle pour la recherche et l'enseignement supérieur (MIRES) de 331 M€, dont 27 M€ en autorisations d'engagement (AE) et 33 M€ en crédits de paiement (CP) pour le seul programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (celui par lequel la dotation d'État du CNRS, par exemple, est en quasi-totalité alimentée). Le budget des universités se verrait, de son côté, amputé de 95 M€ et celui de la « vie étudiante » de 46 M€ en CP. Certes le montant évoqué ne représente qu'un peu plus d'1 % du budget de la MIRÉS. Mais dans un contexte où les organismes de recherche sont déjà à la limite basse de leurs possibilités, où les universités sont déjà forcées de réduire leur offre de formation (alors que le nombre d'étudiants augmente ...), ce tour de vis supplémentaire risque d'être particulièrement destructif. Il suit d'ailleurs l'annonce du re-gel du point d'indice de la fonction publique, qui était déjà un signe de la défiance du gouvernement envers les fonctionnaires, considérés à nouveau comme une charge et non comme une richesse pour la nation. Ce déni du service public et cette défiance sont insupportables.

La vérité est que la recherche publique est une richesse, que nous sommes tombés à la queue du peloton des pays qui comptent historiquement sur le plan scientifique et qu'il est urgent de reprendre une politique de croissance, comme le conseil européen l'avait préconisé, pour la recherche et le développement. Que les moyens existent, car l'État continue de laisser fuir l'argent du contribuable dans des dispositifs à l'efficacité douteuse, comme le crédit-impôt recherche (CIR), qui a coûté 5,4 milliards d'euros\* en 2016 et n'est, lui, pas remis en question.

En 2016 un projet d'annulation de crédits concernant, déjà, la MIRÉS, avait été freiné par une vigoureuse protestation de prix Nobel et de médaille Fields. Il ne portait pourtant (si l'on peut dire) que sur 256 M€ mais avait déjà été qualifié, par ces scientifiques de haut niveau, de « suicide scientifique et industriel ». Le même titulaire de la médaille Fields - devenu député « en marche » dans le sillage présidentiel - minimise aujourd'hui la menace en arguant que, sur les 331 M€, 180 M€ seulement concernent le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (ce qui laisse perplexe sur son appréciation de la recherche menée sous d'autres tutelles ministérielles ...) et – argument magnifique – que, sur ces 180 M€, 160 « étaient mis en réserve et n'étaient pas encore engagés »†. Et avec quoi finit-on l'année maintenant ? M. Villani – honneur à son génie inventif - vient d'inventer l'année qui se termine le 16 juillet !

« *Make our planet great again* » a dit le président Macron, en lançant aux chercheurs américains l'invitation à venir continuer leur activité en France. À peine quelques semaines plus tard, on envisage d'annuler 130 M€ en AE et 71 M€ en CP pour la seule « recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables ». Quittant l'empire de Donald, les chercheurs américains sont invités à découvrir le royaume d'Ubu ... Ces contradictions peuvent faire rire. Comme l'objectif de Barcelone avait été fixé pour 2010 il est logique, 2010 étant passé, d'y aller maintenant à reculons ! Mais la situation est grave. Nos organismes de recherche et nos universités, exsangues, attendent de façon urgente - sous peine de décrochage d'avec leurs homologues internationaux - une impulsion enfin positive. Le candidat Macron l'avait d'ailleurs promise : « *Je souhaite mettre, dès le début du quinquennat, une stratégie quinquennale claire en place, je vais mettre fin à la régulation annuelle budgétaire qui conduit au rabot* »‡. Si ce n'est de rabot, quel coup nous annonce-t-on donc aujourd'hui ? De varlope ou de tarabiscot ?

Le pays mérite mieux que cette politique de gribouille. Il faut restaurer, pour les cinq ans à venir (et, espérons-le, beaucoup plus), la confiance, en particulier celle de la jeunesse, dans l'enseignement supérieur et la recherche. Cajoler les rentiers, en mettant les services publics en veilleuse et en négligeant l'investissement humain, est une trahison de la ligne même fixée par l'Europe. Les paroles ne suffisent pas. Des actes budgétaires positifs sont nécessaires, ce que permet le volant de crédits dilapidés aujourd'hui dans le CIR. Cessons d'engraisser les actionnaires et donnons enfin aux chercheurs les moyens de travailler ! Faute de quoi, nous pouvons bien rire aujourd'hui des Anglais ... Mais rira bien qui rira le dernier.

\* Cour des Comptes, [Le budget de l'Etat en 2016 – résultats et gestion](#), p. 105

† Cf. <http://www.villani2017.eu/blog/>

‡ [Discours](#) prononcé à l'INRIA, à Grenoble, le 14 avril 2017.